Le Soir
PANORAMA

ICI MIEUX QUE LA-BAS

Le scribe, sacré personnage !

Dimanche 12 juin : Scribe à l'antique

Au commencement était le verbe, donc, quelque part, le scribe… Je rêvais d'un début dans le genre, tu vois ! Commencer avec le scribe ! C'est pourquoi je me suis jeté sur un petit ouvrage savant dans lequel est étalé un «Eloge du scribe». On y plante d'emblée le décor. Il ne s'agit pas de textes de l'Egypte de Moubarak et de la place Tahrir mais bien de l'Egypte ancienne. Il n'est pas sûr au demeurant que la première soit plus avancée que la seconde. Les scribes de Moubarak semblent, par certains aspects, antérieurs à ces fonctionnaires de l'Egypte antique qui défendaient tout à la fois l'héritage sacré de Thot, l'inventeur de l'écriture et le maître du temps, – comme quoi, l'un et l'autre ont un lien de causalité que déchiffre parfaitement J.-L. Borges – et les intérêts de l'administration qui les employait. A l'époque des pharaons, il y a plus de 3 000 ans, l'écriture était déjà aboutie, et le scribe qui la pratiquait avait une place centrale qu'il soit littérateur, comptable ou écrivain public. Bref, il faisait fonctionner l'Etat. Le scribe royal, lui, avait les avantages de nos enfants de chahid : il ne payait pas d'impôt et n'était pas soumis aux obligations militaires. C'était le cas de l'intendant Kherouef, scribe royal, qui dédia ces vers à Thot «le Primordial/inventeur de la parole/et de l'écriture,/qui fait prospérer les maisons/ et fonde les demeures».

Il arrivait parfois que le scribe soit couvert de compliments plutôt qu'il n'ait à couvrir de compliments ses protecteurs. C'était une avancée que l'Egypte – et le monde arabe – a perdue depuis très longtemps. Le scribe ou le clerc est là pour tresser des lauriers aux maîtres. Si c'était le cas en Egypte antique, c'était quand même l'Antiquité, l'enfance du monde…

Lundi 13 juin : Gros bras version moderne

Un ami qui en a été un témoin visuel me raconte l'histoire suivante, incroyable et scandaleuse. Ça se passe à Marseille. Amr Moussa, qui semble être candidat à la prochaine présidentielle en Egypte, y est venu faire campagne auprès de compatriotes expatriés. A la tribune, il a fustigé à qui mieux mieux le règne du dictateur Moubarak qui a mis l'Egypte à genoux. A la sortie, alors qu'Amr Moussa s'apprêtait à rejoindre sa voiture, un homme présent dans la salle, handicapé, l'interpelle : si Moubarak était le dictateur qu'il décrit, pourquoi lui, Amr Moussa, a-t-il accepté d'être son ministre des Affaires étrangères pendant dix ans ? Il l'a été en effet de 1991 à 2001. Amr Moussa presse le pas sans répondre tandis que ses collabos, ce qui dans un langage moderne se dit collaborateurs, ne trouvent d'autre réponse, en bons traducteurs instantanés du message à véhiculer, qu'à tabasser, langue des signes internationale, méchamment, l'homme handicapé.

Le témoin qui me relate l'histoire – et qui est allé au secours de la victime – est catégorique : Amr Moussa a vu ses gros bras faire taire par la force et en l'agressant l'importun. Drôle de conception du débat. Et ça se prend pour un démocrate, ça ! Je suis sûr que les scribes à la mode de l'Egypte antique auraient essayé, eux, de répondre intelligemment à l'interpellateur plutôt que de lui faire casser la gueule.

Epilogue, quelques jours plus tard : des Egyptiens de Marseille ont dénoncé cette intolérable violence qui serait le fait de baltaguias de la cité phocéenne.

Mardi 14 : Société civile

La société civile colloque sous la houlette du président de la République, yak ! Plutôt amusant ! Pour être plus sérieux, vous avez lu comme moi l'info sur une sorte de méga-congrès de la société civile initié par le Cnes. Tiens, il se réveille, çui-là ! On lit dans l'appel qu'il s'agit d' «assises inédites dans l'histoire de l'Algérie indépendante et qui se tiennent dans un contexte de demande expresse de changement dans la société et par la société, un cadre puissant de dynamisation du large mouvement civil de la société algérienne, tant dans la pluralité de ses composantes que dans la diversité de ses formes d'expression». Que c'est beau, le lyrisme ! Pour être inédites, elles le sont ces assises. Notamment en posant cette question : des assises ou de la société civile qui engendre l'autre ?

Autre morceau d'épopée glanée dans la présentation des assises par elles-mêmes : «véritable exercice de démocratie participative à ciel ouvert et en temps réel». Admire, là aussi, la componction !

Je n'ai rien contre l'idée qu'on banquette au Club des Pins où les pâtisseries sont les meilleures du monde, j'en atteste, mais il faudrait voir à y aller mollo. D'abord, la société civile ne naît pas d'assises. Elle existe dans sa fonction réactive à la vie dans la cité ou n'existe pas. Dans notre cas, lequel est une société militaire, elle n'existe pas autrement que sous forme mimétique ! Et quand bien même le miracle se produirait en la faisant générer par la grand-messe du Club des Pins, quelle drôle d'idée que de la faire tenir sous le portrait et l'autorité du président de la République ! Elle devrait, pour être un tantinet crédible, se tenir contre lui … debout !

Mercredi 15 : BHL

En voilà un scribe qui veut absolument faire parler de lui ! Scribe de qui ou de quoi ? On le saura sans doute à la fin de l'histoire ; c'est BHL, le super héros de la démocratie en Libye et de quelques autres banlieues du monde où il y a encore des bribes de gloire à tapiner ! Eh bien, le scribe people qui trouve chez les barbares de quoi redorer son blason médiatique, a couru à Tel-Aviv pour se porter garant auprès du Premier ministre israélien, de ce que le régime libyen qui sera issu du Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion à Kadhafi, gardera «souci de la justice pour les Palestiniens et de la sécurité pour Israël». Ledit futur régime entretiendra des «relations normales» avec l'Etat hébreu. Eh ben ! C'est ce qui s'appelle vendre le poisson alors qu'il est encore dans la mer ! Pas de bol, Moustapha Abdeljalil, président du CNT, nie tout : 1) Qu'il n'a jamais fait part à BHL d'une intention du CNT d'établir des relations avec Israël. 2) Que son organisation est membre de la Ligue arabe, ce qui suppose une certaine concertation avec les autres membres. 3) Qu'il n'a jamais chargé BHL de quelque message que ce soit pour Netanyahou !

Jeudi 16 : «Omar m'a tuer»

Scribe et écriture vont de pair. Ou plutôt, l'un n'est rien sans l'autre... Quelques lettres peuvent parfois changer le cours de plusieurs vies. C'est le cas par exemple de l'ahurissant «Omar m'a tuer», mots agoniques impeccablement calligraphiés quoique comportant une faute grossière sur un mur en lettres de sang. Ça a suffi en 1991 à désigner comme assassin de Ghislaine Marchal un jardinier marocain, devenu célèbre pour la circonstance, Omar Raddad. Il est condamné en 1994 à 18 ans de prison après avoir été jugé coupable. Gracié, il est libéré au bout de sept ans, après intercession du roi du Maroc de l'époque, Hassan II. Omar Raddad a toujours clamé son innocence. Rochdy Zem, un acteur d'origine marocaine, vient de sortir un film sur le sujet. Film, semble-t-il, qui dénonce la façon dont la machine judiciaire broie, lorsqu'elle le décide, la vie d'un homme simple qui a la malchance d'incarner la peur et qui est victime des préjugés raciaux.

Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

Vendredi 17 : Kermesse basse

A quoi reconnaît-on la société civile ? Elle est différente de la société militaire, pardi ! Or, nous vivons dans une société militaire, re-pardi ! C'est pourquoi, même avec la meilleure volonté du monde, la kermesse du Club des Pins ne sert au mieux que de catharsis aux centaines d'autoproclamés congressistes d'une société civile fantomatique. Avec l'argent et la bénédiction du pouvoir, nul n'est sans savoir qu'il est possible de faire passer n'importe quelle vessie pour la lanterne de Diogène, mais là, même au forceps, c'est trop gros pour passer. Avant de songer à «fabriquer» une société civile, on ferait mieux de laisser la société s'exprimer politiquement comme elle l'entend. Ce serait déjà énorme ! Mais là, il semblerait que ce soit en face que ça ne passe pas !

A. M.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Monsieur le Président, faites quelque chose pour le malheureux Si Tayeb !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Fraîchement nommé à la tête d'Al Qaïda, quelle a été la première décision d'Ayman Al-Zawahiri ?

Quitter le Pakistan vite fait !

Est-ce qu'il sait au moins que nous sommes en 2011, que l'Algérie du pétrole se cherche un entraîneur national coûte que coûte le cours du baril et qu'Antar Yahia s'est officiellement excusé d'avoir été nul face aux Lions de l'Atlas 4 fois rugissants ? Qui doit savoir tout ça ? Mais Belaïz, voyons ! Tayeb La Justice, bien évidemment ! Eh oui ! Je suis bien obligé de me la poser cette question vu que le garde des grands sots que nous sommes m'a encore une fois estomaqué par ses réponses aux journalistes. Aux confrères qui lui demandaient des explications sur l'inculpation d'un journaliste d'*Al Khabar*, Tayeb La Justice a avoué «ne pas être au courant de cette affaire et de ses tenants et aboutissants». A ce niveau-là d'angélisme, il faut absolument faire quelque chose pour le ministre de la Justice le moins bien informé de la planète. Il faut l'aider urgemment ! Nous n'avons pas d'autre… recours que de le secourir. Parce qu'à ce niveau-là de responsabilité, n'être au courant de rien, ça en devient dramatique. Souvenez-vous. Sur l'affaire des deux super-tangos, Hassan Hattab et Abderezzak El Para, Tayeb La Justice avait aussi déclaré ne pas savoir si ces honorables citoyens avaient été effectivement arrêtés. Dans la foulée, il avait murmuré ignorer aux mains de qui ils étaient et avait susurré qu'il allait s'informer avant d'en informer la presse. Sur l'autre affaire, celle du moudjahid et patriote Gharbi, là aussi, Tayeb La Justice a levé les bras en signe d'impuissance et a affirmé qu'il n'avait reçu aucun dossier en vue de la libération du Si Mohamed. Ça fait quand même beaucoup de trucs que notre ministre ignore ! A croire que personne ne lui dit rien dans ce gouvernement. Ou pis ! Qu'on lui cache sciemment des affaires ! Ce qui en soi est très grave ! Ça porte un préjudice certain à l'image d'un Abdekka qui affirmait l'autre jour, lorsqu'il s'est traîné tant mal que mal devant les caméras pour nous parler que «rien ne pourra changer dans notre pays sans une justice enfin efficiente et plus proche des citoyens». Moi, je veux bien vous croire, Monsieur le Président ! Mais alors, il faut que vous fassiez quelque chose pour Belaïz. Faites quelque chose pour Tayeb, Monsieur le Président ! Cet homme a été mis en quarantaine. Il a été sauvagement isolé de toutes les infos qui touchent pourtant directement son secteur. Intervenez, Monsieur le Président. Il en va de la crédibilité de votre prochain mandat à la tête du pays. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.